Anne STEINER, *Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »*

Paris, Éd. L'Échappée, coll. Action graphique, 2015, 176 pages

Marine Simon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10911>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10911

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 426-428

ISBN : 978-2-8143-0313-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Marine Simon, « Anne STEINER, *Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »* », *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10911> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10911>

dans « Mystères et revers de l'ordre juridique » (pp. 111-131), Arnault Skornicki met en lumière la critique foucauldienne de la définition juridique classique de l'État comme « personne morale et [...] puissance publique détenant le monopole de la contrainte légale » (p. 111), qu'il analyse plutôt comme au mieux « une entreprise de revendication d'un monopole d'arbitrage » (*ibid.*). Pour lui, c'est l'occasion de souligner la raison principale de l'opposition de Michel Foucault à ce qu'il percevait comme la sociologie : son insistance sur les mouvements, les ruptures, les transformations. En effet, depuis *L'Archéologie du Savoir* (Paris, Gallimard, 1969), le théoricien de la généalogie met l'accent sur les processus plutôt que sur les états. De ce fait, sa tendance à privilégier la différence par rapport à la répétition l'amène à se confronter aux théories sociologiques descriptives et figées. Néanmoins, l'auteur considère que la différence de Michel Foucault est à considérer comme une richesse plutôt que comme une raison de l'exclure du champ des sciences sociales. Le quatrième chapitre, « Le Roi et le Berger » (pp. 135-187), s'intéresse au concept foucauldien de pouvoir pastoral, articulant autorité théologique et politique. Certes, Michel Foucault ne néglige pas l'importance du protestantisme et des guerres de religion sur les transformations de l'art de gouverner à l'époque moderne, maintes fois soulignée par les sociologues. Néanmoins, Arnault Skornicki montre à juste titre que l'une des principales contributions foucauliennes est la mise en lumière du caractère séminal du modèle pastoral chrétien dans la gouvernementalité occidentale. Enfin, le cinquième chapitre, « De la biopolitique considérée comme bureaucratie » (pp. 191-230), cherche à établir que « les célèbres enquêtes de *Sécurité, territoire, population* et de *Naissance de la biopolitique* constituent, à leur manière, une généalogie de l'administration bureaucratique et de l'État de droit » (p. 191). C'est alors l'occasion pour l'auteur de traiter en détail des questions du libéralisme et de la pensée économique au XVIII^e siècle dont il est spécialiste. Il y propose notamment de très bonnes remarques sur l'apparent paradoxe que constitue le développement parallèle de l'individualisation des sujets et du gouvernement des masses (p. 216).

Cet ouvrage étant d'une très grande richesse théorique, il est impossible de rendre compte de façon exhaustive de son contenu. Certains éléments méritent néanmoins d'être notés. Tout d'abord, l'une des forces de cet ouvrage est qu'il propose une lecture approfondie des conférences de Michel Foucault au Collège de France, en particulier *Sécurité, territoire, population* (1978-1979) et *Naissance de la biopolitique* (1979-1980) (Paris, Gallimard/EHESS/Éd. Le Seuil, 2004). En ce sens, ce livre constitue une référence utile pour les chercheurs en sciences humaines prolongeant le sillon creusé par Michel Foucault

à la fin de sa vie. En revanche, l'analyse de ses œuvres plus anciennes est précise mais assez peu originale. En effet, cette dernière est fortement inspirée des réflexions exposées par Gilles Deleuze dans *Foucault*, paru aux Éditions de Minuit en 1986. De manière plus générale, on retrouve dans *La Grande soif de l'État* la grille de lecture deleuzienne, divisant les objets foucauliens autour de la trinité savoir-pouvoir-processus de subjectivisation. Par ailleurs, la grande culture sociologique de l'auteur lui permet de proposer d'intéressants parallèles entre Michel Foucault et des auteurs plus anciens. Par exemple, il est très convaincant lorsqu'il s'agit de comparer le processus de monopolisation étatique chez Max Weber et Michel Foucault (pp. 56-72), ou qu'il compare leurs définitions du concept de domination (p. 236). Au-delà des points techniques éclairés par l'auteur, ce livre est à la fois un exemple et un encouragement pour une attitude saine vis-à-vis des textes classiques, rejetant à la fois sanctification béate et jugements *a priori*. Malgré les trésors de pédagogie déployés par l'auteur, une bonne connaissance de l'œuvre de Michel Foucault est recommandée pour ne pas se perdre dans les méandres de la démonstration. Néanmoins, l'usage de l'italique, pour mettre en avant les éléments clés du raisonnement et les problèmes fondamentaux, offre au lecteur des points d'ancrage appréciables, facilitant la navigation dans ce livre présentant une certaine complexité théorique. Enfin, il faut rappeler que, selon les mots de l'auteur, « ceci n'est pas un nouveau livre sur Foucault. C'est un livre sur l'État » (quatrième de couverture). En ce sens, il s'agit moins d'un commentaire se voulant neutre qu'un essai d'interprétation répondant à un agenda politique et intellectuel, comme l'atteste la conclusion invitant à penser « Foucault libertaire et socialiste » (p. 244). Pour conclure, cet ouvrage offre un essai d'interprétation documenté, intelligent et convaincant. Il propose certainement moins de certitudes que de grain à moudre. Et le meilleur hommage que l'on puisse rendre à ce livre est de le traiter comme il considère l'œuvre de Michel Foucault : avec respect et recul.

Paul-Arthur Tortosa

European University Institute, I-50014

paul-arthur.tortosa@eui.eu

Anne STEINER, *Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »* Paris, Éd. L'Échappée, coll. Action graphique, 2015, 176 pages

« Si la Belle Époque correspond, en France, à l'âge d'or de la grève, elle correspond aussi à l'âge d'or des cartes postales » (p. 9). Le début du siècle est en effet marqué par une multiplication du nombre de grèves

et de mouvements des travailleurs et travailleuses de l'industrie, allant jusqu'à créer un climat de « guerre sociale ». La société française, devenue industrielle et ouvrière, fait face à un nouveau tournant, le « tournant taylorien » (Patrick Fridenson, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 5, 1987, pp. 1031-1060) qui modifie une nouvelle fois les logiques de production et de cohésion sociale. Les revendications des travailleur-se-s vont au-delà de la hausse des salaires ou du temps de travail puisqu'il est désormais question de reconnaissance du travail et du savoir-faire des différents métiers, alors même que le taylorisme a pour objectif la division des tâches. En parallèle, la production de cartes postales à l'orée de la Première Guerre mondiale explose. Des photographes se spécialisent et inondent les marchés locaux et nationaux de paysages, de bâtiments, de scènes du quotidien, etc. Le recours aux cartes postales est si important que les éditeurs doivent renouveler sans cesse les prises de vue afin de varier les productions et photographier alors des événements importants au niveau local. Les grèves rythment la période et prennent par conséquent une place à part entière sur les cartes postales. L'objectif de l'ouvrage d'Anne Steiner lie ces deux thématiques puisqu'elle propose d'étudier les luttes sociales du début du ^{xx}e siècle en France et de faire redécouvrir leur histoire, au travers d'un support visuel : les cartes postales. Objet trop peu manié par les chercheurs, la carte postale a pourtant été un moyen de communication largement généralisé au début du siècle. Média à part entière, elles accompagnent une courte correspondance d'une photographie d'événement actuel, permettant ainsi une diffusion de l'information. Il paraît important de rappeler que le courrier est distribué plusieurs fois par jours dans les villes les plus grandes, rendant les cartes un moyen de communication efficace pour envoyer un court mot. Anne Steiner renouvelle les recherches historiques liées aux cartes postales avec, cette fois, une thématique précise liée aux conflits sociaux.

Au fil des pages, le lecteur découvre différentes luttes qui ont marquées le début du siècle en France, illustrées de cartes postales les représentant. Et c'est bien une illustration qui est faite de ces mouvements et non un dialogue comme aurait pu le laisser entendre le sous-titre de l'ouvrage : *Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »*. D'après ce sous-titre, la volonté initiale que peut déceler le lecteur est celle d'un dialogue entre les luttes sociales de cette époque et l'iconographie qui les représentaient, mais cette promesse n'est pas tenue. L'image accompagne le propos historique mais n'est pas une clé de la

réflexion sur l'histoire sociale qui est étudiée. Ici, les bornes chronologiques sont fixées par l'auteure entre 1905 et 1911 et l'ouvrage se concentre sur quelques régions de France : Bretagne, Picardie, Lorraine, Languedoc, Nord, Champagne et Massif Central. Pour cette étude, les sources consultées et ayant nourri son propos sont énumérées dans l'introduction (p. 14) : statistiques, témoignages de contemporains, presse ouvrière mais également travaux universitaires. Après cette introduction replaçant l'objet d'étude dans son contexte plus général, Anne Steiner étudie successivement neuf luttes qui diffèrent les unes des autres de par leur typologie, lieux, types de travailleurs ou bien encore leur ampleur. L'ouvrage est découpé en chapitre, chacun d'entre eux retraçant une lutte spécifique, par exemple la grève des porcelainiers de Limoges en 1905 (pp. 16-31). Après une contextualisation du début du conflit, son déroulement, les protagonistes qui le composent ainsi que son dénouement sont décrits et explicités. Chaque chapitre est un récit historique précis d'une dizaine de pages, illustré de cartes postales représentatives des différents aspects et étapes du mouvement. Vient ensuite un court *focus* sur une thématique ou un acteur de premier plan tels que « Femmes au travail » (pp. 32-33) ou bien « Solidarité en actes » (pp. 78-79). L'ouvrage se termine par une chronologie générale (pp. 162-167), très utile pour resituer le lecteur au sein du contexte plus global d'effervescence de luttes sociales. Anne Steiner, avec cette étude claire, permet à tous une immersion dans cette histoire sociale et politique mouvementée de la France du début du ^{xx}e siècle. Les revendications de ces mouvements, liées aux salaires, aux conditions de travail ou bien encore aux règlements intérieurs soulèvent également de nombreuses problématiques liées à l'identité – ou plutôt aux identités – des travailleurs et travailleuses ainsi qu'à la reconnaissance de leur métier et de leur travail. Grâce aux cartes postales, les photographies de ces ouvriers et ouvrières en conflit permettent de s'attarder sur leurs représentations et d'entreapercevoir la façon dont ils pouvaient être vus au sein de la société française. Parfois mises en scène, les cartes postales des grèves et manifestations ont permis de diffuser au niveau national des événements, certes couverts par la presse locale, mais dont les photographies étaient rares et de qualité médiocre. Cet autre support donne donc un visage aux personnes en lutte.

De plus, la variété de cartes réunies par l'auteure fait découvrir au lecteur une multitude de scènes allant du fameux piquet de grève aux rues dévastées après le passage des manifestants en passant par des cortèges funéraires de victimes des conflits. Ces cartes illustrent

certain aspects de ces luttes dont la dimension visuelle est méconnue. Des arrestations de grévistes sont présentes dans l'ouvrage, ainsi que des cartes postales représentant de non-grévistes se rendant au travail, escortés par la police, permettant de saisir le climat tendu de cette période. Au-delà de ces mouvements sociaux, les cartes postales proposées dans l'ouvrage d'Anne Steiner font accéder à toute la société industrielle de l'époque et à la vie autour des usines : des familles, des enfants, des animaux domestiques apparaissent sur ces cartes postales, car les grèves bouleversaient évidemment toute la vie quotidienne. La conclusion de cet ouvrage est à regretter, parce qu'inexistante, alors qu'elle aurait sans doute pu constituer une bonne synthèse des luttes sociales en France à cette époque – puisque seules quelques luttes sont détaillées dans l'ouvrage – et donner aux lecteurs une ouverture sur de nouvelles pistes de recherche, relatives par exemple à la grande question des identités ouvrières. Malgré tout, si l'objectif de l'auteure était de donner des éléments factuels sur les mouvements sociaux en France à la Belle Époque, alors le pari est réussi. Il donne à voir – car richement illustré – une société en lutte, en « guerre sociale », dont les images la représentant restaient méconnues.

Marine Simon

GRHis, université de Rouen, F-76821
marine.simon@etu.univ-rouen.fr

Joëlle Zask, Introduction à John Dewey

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2015, 125 pages

Ce livre, publié dans une collection de manuels, se présente plutôt sous la forme d'un essai sur le philosophe américain John Dewey. Cela n'empêche en rien l'ouvrage d'avoir la clarté, la dimension synthétique, mais aussi la précision, le souci pédagogique enfin, attendus dans de tels formats. Pour résumer dès à présent le constat qui s'impose à la lecture, cet ouvrage est réussi, utile et utilisable autant pour et par les novices que les connaisseurs de l'œuvre de John Dewey. Une restriction néanmoins concerne le titre, plus général que le propos. En effet : « à travers une lecture destinée à présenter l'œuvre de Dewey dans le contexte de son élaboration, plus que dans celui de la reprise multiforme dont il fait l'objet depuis une quinzaine d'années, cet essai propose d'aborder l'enquête sous l'angle de sa fonction sociale, des services publics qu'elle rend et de sa contribution irremplaçable aux pratiques de la démocratie » (p. 5). Ainsi, le titre est-il un peu erroné, écart que l'auteure prend soin de rectifier dès l'introduction, mais qui peut décevoir l'acquéreur se non averti.e : des pans

importants de la pensée de John Dewey ne seront pas abordés. C'est par ailleurs un gage de sérieux, de ne pas prétendre rendre compte d'une pensée d'une telle ampleur dans un espace manifestement trop réduit pour la tâche. Pêché véniel donc, tout à fait pardonné par la qualité de l'ouvrage.

Celui-ci est composé de cinq parties : *La philosophie sociale : son sens, sa fonction* (pp. 8-23) ; *Critique de la philosophie politique* (pp. 24-39) ; *De l'expérience à l'enquête : les enjeux de l'interactionnisme* (pp. 40-70) ; *L'enquête sociale* (pp. 71-90) ; *L'organisation démocratique du public* (pp. 91-110).

Dès le départ, l'originalité, la richesse et la profondeur de la pensée de John Dewey apparaissent. Son analyse de son temps (principalement l'entre-deux guerres) s'est bien sûr centrée sur les multiples crises que rencontre(nt) la(les) démocratie(s). Crises politiques bien entendu, avec la montée des fascismes – et pas seulement en Europe –, mais aussi sociales (les pics comme 1929 ou plus systémiques dues à la structure même du capitalisme) et morales. Se distinguant de la Théorie Critique par sa position plus humble, refusant la domination hautaine du penseur sur ses contemporains, John Dewey arrive à des conclusions souvent à rebours de son temps – et du notre – où le refus du naturalisme s'accompagne de l'impéiosité pour la philosophie, notamment politique, d'être d'abord et avant tout sociale : sociale d'extraction, sociale de fin (au sens de cause finale), sociale de mise en œuvre, c'est-à-dire par le consentement mutuel au sein de la communauté démocratique et non par l'imposition vectorisée de haut en bas, quand bien même « pour le bien commun ».

Le projet de John Dewey se révèle ainsi extrêmement original et actuel de façon saisissante. L'idée que l'enquête sociale est le préalable *sine qua non* à toute pensée du social et *a fortiori* à tout action dans et sur le social en fait indubitablement partie et le lecteur d'aujourd'hui ne peut que se désoler que cette vérité ait déjà été dite (et démontrée) mais ne soit toujours pas tenue pour acquise. De même, Joëlle Zask montre clairement combien tout le travail de John Dewey tourne autour de l'idée que la seule démocratie, non seulement qui vaille, mais qui soit, en fait, possible – réellement démocratie –, est celle qui se construit par la libre et volontaire participation des citoyens. Résolument non pessimiste, à une époque où les prophètes, « intellectuels », « penseurs » et autres pseudo-scientifiques accumulaient les brûlots contre les masses, les médias, la foule, l'essence délétère des sociétés contemporaines issues de la modernité et